

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif
à la fusion des communes d'Aumont, Frasses,
Granges-de-Vesin et Montet (Broye)**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret donnant force de droit à la fusion des communes d'Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet (Broye).

Le présent message se divise selon le plan suivant:

1. Historique
 2. Données statistiques
 3. Aide financière
 4. Commentaires sur le contenu de la convention de fusion
 5. Commentaires sur le contenu du projet de décret
- Annexe

1. HISTORIQUE

A la suite d'un sondage effectué auprès de leur population, les communes de Cugy, Frasses, Montet (Broye) et Vesin se sont réunies pour une première séance en date du 6 juin 2000 en vue d'une étude de fusion. Une commission a été mise en place et s'est réunie à plusieurs reprises.

Par courrier du 31 octobre 2000, la commune de Granges-de-Vesin a demandé officiellement de participer au processus de fusion, requête acceptée avec satisfaction par les quatre communes initiales. Par lettre du 3 janvier 2002, la commune de Aumont a émis le vœu de participer au processus de fusion déjà en cours, en premier lieu en tant qu'observatrice en attendant l'assentiment ferme de son assemblée communale. Lors de sa séance du 22 janvier 2002, par l'intermédiaire de la commune de Frasses, les membres de la commission de fusion sont informés que la commune de Seiry désire également entrer dans le processus de fusion; cette requête est acceptée.

Lors de la séance du 8 octobre 2002, le Préfet informe les membres de la commission de fusion qu'un groupe de citoyens de la commune de Nuvilly, à l'appui de 90 signataires, a demandé la convocation d'une assemblée communale extraordinaire afin de débattre de l'entrée de la commune dans le processus de fusion en cours. Cinq des sept communes membres proposent que Nuvilly fasse sa demande d'adhésion après la fusion des communes actuellement en projet.

A la suite d'une séance d'information organisée pour sa population, le Conseil communal de Seiry a pris la décision, par lettre du 18 octobre 2002, de se retirer du processus en cours. En date du 17 mars 2003, le Conseil communal de Cugy informe la commission de fusion, par l'intermédiaire du Préfet, de sa décision de quitter le processus de fusion.

Le 3 juin 2003 les Conseils communaux d'Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin, Montet (Broye) et Vesin ont fait parvenir au Service des communes le projet de la convention de fusion. Une séance d'information pour la population des cinq communes a eu lieu le 10 juin 2003. Les assemblées communales se sont prononcées le 24 juin 2003. La fusion a été acceptée par les communes de Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet (Broye), alors que l'assemblée de Vesin l'a refusée.

A la suite du vote négatif de la commune de Vesin, les communes de Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet (Broye) ont repris les discussions en vue d'une fusion à quatre. Vu le vote serré lors de l'assemblée communale du 24 juin 2003, le Conseil communal de Granges-de-Vesin avait décidé de demander à l'assemblée communale un vote de principe sur la fusion à quatre communes. Réunis en assemblée communale extraordinaire le 26 août 2003, les habitants de Granges-de-Vesin ont donné leur accord de principe à la poursuite du processus. Le 5 septembre 2003, les quatre communes ont envoyé le projet de convention au Service des communes.

La commission de fusion a proposé «Les Montets» comme appellation de la nouvelle commune. Le 5 juin 2003, la Commission de nomenclature des noms locaux proposait de dénommer la nouvelle commune «Aumont», s'agissant de la plus peuplée des anciennes communes. Mais parallèlement, la consultation auprès des Offices fédéraux a démontré que la proposition «Les Montets» ne faisait pas l'objet de remarques particulières.

Selon le nouveau décret relatif à l'encouragement aux fusions de communes, approuvé par le Grand Conseil le 11 novembre 1999, l'aide financière s'élève à 507 660 francs.

Le Préfet du district de la Broye a émis un préavis positif à cette fusion qui répond par ailleurs aux conditions fixées à l'article 4 du nouveau décret.

Les assemblées communales d'Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet (Broye) ont entériné la convention de fusion le 23 septembre 2003. Les résultats ont été les suivants :

– Aumont	118 oui	2 non	3 blancs
– Frasses	29 oui	5 non	
– Granges-de-Vesin	43 oui	0 non	
– Montet (Broye)	49 oui	0 non	

2. DONNÉES STATISTIQUES

	Aumont	Frasse	Granges-de-Vesin	Montet (Broye)	Fusion
Population légale au 31.12.2001	431	152	134	344	1 061
Surface en km ²	5,27	1,98	1,17	1,93	10,35
Coefficients d'impôts					
• personnes physiques, en %	110	90	100	100	90
• personnes morales, en %	100	90	100	100	90
• contribution immobilière, en ‰	2,00	2,00	3,00	3,00	2,00
Classification 2003-2004					
• indice de la capacité financière	77,82	89,09	83,19	89,59	83,65
• classe	6	4	5	4	5

3. AIDE FINANCIÈRE

Selon le nouveau régime d'aide aux fusions de communes, les communes bénéficieront d'une aide financière qui s'élève à 221 534 francs pour la commune d'Aumont, 68 248 francs pour la commune de Frasses, 64 454 francs pour la commune de Granges-de-Vesin et 153 424 francs pour la commune de Montet (Broye), soit au total

507 660 francs. L'aide financière est calculée en multipliant, pour chacune des communes fusionnées, le montant de 400 francs par le chiffre de leur population légale, pondéré par l'inverse de l'indice de leur capacité financière. Ainsi, l'aide financière s'élève à :

- 514 francs pour une population légale de 431 habitants pour la commune d'Aumont;
- 449 francs pour une population légale de 152 habitants pour la commune de Frasses;
- 481 francs pour une population légale de 134 habitants pour la commune de Granges-de-Vesin;
- 446 francs pour une population légale de 344 habitants pour la commune de Montet (Broye).

4. COMMENTAIRES SUR LE CONTENU DE LA CONVENTION DE FUSION

La convention de fusion, dont une copie est annexée au présent message, est le document qui a été soumis pour approbation aux assemblées communales, conformément à l'article 10 al. 1 let. m de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes. Elle a été adoptée le 23 septembre 2003 par les assemblées communales d'Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet (Broye).

5. COMMENTAIRES SUR LE CONTENU DU PROJET DE DECRET

L'article 1 du projet de décret précise la date à laquelle la fusion des quatre communes prendra effet.

L'article 2 indique le nom de la nouvelle commune.

L'article 3 reprend quelques éléments importants de la convention de fusion, réglant les problèmes des limites territoriales, des bourgeois et du bilan de chaque commune.

L'article 4 fixe le montant de l'aide financière relative à la fusion et précise les modalités de versement.

Annexe : convention de fusion

BOTSCHAFT Nr. 104 *21. Oktober 2003* **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Dekretsentwurf über den Zusammenschluss** **der Gemeinden Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin** **und Montet (Broye)**

Wir unterbreiten Ihnen den Entwurf zum Dekret, das dem Zusammenschluss der Gemeinden Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin und Montet (Broye) Rechtskraft verleiht.

Die Botschaft gliedert sich in folgende Abschnitte:

1. Geschichtliches
 2. Statistische Daten
 3. Finanzhilfe
 4. Kommentar zur Fusionsvereinbarung
 5. Kommentar zum Dekretsentwurf
- Beilage

1. GESCHICHTLICHES

Nach einer Umfrage bei der Bevölkerung trafen sich die Gemeinden Cugy, Frasses, Montet (Broye) und Vesin am 6. Juni 2002 zu einer ersten Sitzung im Hinblick auf eine Fusionsstudie. Es wurde eine Kommission eingesetzt und mehrere Sitzungen durchgeführt.

Mit Brief vom 31. Oktober 2000 ersuchte die Gemeinde Granges-de-Vesin offiziell darum, in das Fusionsverfahren einbezogen zu werden. Diesem Gesuch wurde von den vier Gemeinden entsprochen. In ihrem Schreiben vom 3. Januar 2002 brachte die Gemeinde Aumont ihren Wunsch zum Ausdruck, am bereits laufenden Fusionsverfahren teilzunehmen, vorerst als Beobachterin bis die Gemeindeversammlung ihr ausdrückliches Einverständnis gegeben habe. Anlässlich ihrer Sitzung vom 22. Januar 2002 wurden die Mitglieder der Fusionskommission durch die Gemeinde Frasses informiert, dass die Gemeinde Seiry ebenfalls in das Fusionsverfahren eintreten möchte. Auch diesem Gesuch wurde entsprochen.

An ihrer Sitzung vom 8. Oktober 2002 teilte der Oberamtmann den Mitgliedern der Fusionskommission mit, dass eine Gruppe von Bürgern aus der Gemeinde Nuvilly, gestützt auf 90 Unterschriften, die Einberufung einer ausserordentlichen Gemeindeversammlung verlangt habe, um die Teilnahme der Gemeinde am laufenden Fusionsverfahren zu diskutieren. Fünf der sieben Mitgliedgemeinden schlugen vor, dass die Gemeinde Nuvilly ihr Aufnahmegesuch stelle, sobald der Zusammenschluss der am Projekt teilnehmenden Gemeinden durchgeführt worden sei.

Nach einer Informationsveranstaltung für die Bevölkerung gab der Gemeinderat von Seiry in seinem Schreiben vom 18. Oktober 2002 bekannt, dass er sich aus dem Fusionsprojekt zurückziehe. Am 17. März 2003 teilte der Gemeinderat von Cugy der Fusionskommission seinen Beschluss mit, aus dem Fusionsprojekt auszuweichen.

Am 3. Juni 2003 stellten die Gemeinderäte von Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin, Montet (Broye) und Vesin dem Amt für Gemeinden einen Entwurf der Fusionsvereinbarung zu. Die Informationsveranstaltung für die Bevölkerung der fünf Gemeinden fand am 10. Juni 2003 statt. Die Gemeindeversammlungen entschieden am 24. Juni 2003. Während die Gemeinden Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin und Montet (Broye) dem Zusammenschluss zustimmten, lehnte ihn die Gemeindeversammlung von Vesin ab.

Nach dem negativen Entscheid der Gemeinde Vesin nahmen die Gemeinden Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin und Montet (Broye) die Verhandlungen im Hinblick auf eine Fusion wieder auf. Angesichts des knappen Resultats an der Gemeindeversammlung vom 24. Juni 2003 hatte der Gemeinderat von Granges-de-Vesin beschlossen, der Gemeindeversammlung einen Grundsatzentscheid zur Fusion der vier Gemeinden zu unterbreiten. An der ausserordentlichen Gemeindeversammlung vom 26. August 2003 sprachen sich die Bürger von Granges-de-Vesin grundsätzlich dafür aus, das Fusionsprojekt weiter zu verfolgen. Am 5. September 2003 stellten die vier Gemeinden dem Amt für Gemeinden den Entwurf der Fusionsvereinbarung zu.

Die Fusionskommission hatte als Namen der neuen Gemeinde «Les Montets» vorgeschlagen. Die Kommission für Orts- und Flurnamen schlug vor, die neue

Gemeinde «Aumont» zu nennen, entsprechend der Gemeinde mit der grössten Bevölkerungszahl. Gleichzeitig ergab das bei den betroffenen Bundesämtern eingeholte Vorgutachten, dass der Vorschlag «Les Montets» zu keiner besonderen Bemerkung Anlass gab.

Gemäss dem neuen Dekret über die Förderung von Gemeindezusammenschlüssen, das am 11. November 1999 vom Grossen Rat genehmigt wurde, beträgt die Finanzhilfe 507 660 Franken.

Der Oberamtmann des Broyebezirks gab eine positive Stellungnahme ab. Der Zusammenschluss entspricht im Übrigen den in Artikel 4 des Dekrets enthaltenen Bestimmungen.

Die Gemeindeversammlungen von Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin und Montet (Broye) haben die Vereinbarung über den Zusammenschluss am 23. September 2003 mit folgendem Ergebnis angenommen:

– Aumont	118 Ja	2 Nein	3 Leer
– Frasses	29 Ja	5 Nein	
– Granges-de-Vesin	43 Ja	0 Nein	
– Montet (Broye)	49 Ja	0 Nein	

2. STATISTISCHE DATEN

	Aumont	Frasses	Granges-de-Vesin	Montet (Broye)	Fusion
Zivilrechtliche Bevölkerung am 31.12.2001	431	152	134	344	1 061
Fläche in km ²	5,27	1,98	1,17	1,93	10,35
Steuerfüsse					
• natürliche Personen, in %	110	90	100	100	90
• juristische Personen, in %	100	90	100	100	90
• Liegenschaftsteuer, in ‰	2,00	2,00	3,00	3,00	2,00
Klassifikation 2003–2004					
• Finanzkraftindex	77,82	89,09	83,19	89,59	83,65
• Klasse	6	4	5	4	5

3. FINANZHILFE

Gemäss der neuen Regelung betreffend Finanzhilfe zur Förderung von Gemeindezusammenschlüssen werden

den Gemeinden folgende Beiträge ausgerichtet: Die Gemeinde Aumont erhält 221 534 Franken, die Gemeinde Frasses 68 248 Franken, die Gemeinde Granges-de-Vesin 64 454 Franken und die Gemeinde Montet (Broye) 153 424 Franken, also insgesamt 507 660 Franken. Die Finanzhilfe wird berechnet, indem für jede der fusionierenden Gemeinden die nach dem Kehrwert ihres Finanzkraftindex gewichtete zivilrechtliche Bevölkerungszahl mit 400 Franken multipliziert wird. Somit erhält die Gemeinde folgende Pro-Kopf-Beiträge (zivilrechtliche Bevölkerung):

– Aumont	514 Franken für 431 Einwohner;
– Frasses	449 Franken für 152 Einwohner;
– Granges-de-Vesin	481 Franken für 134 Einwohner;
– Montet (Broye)	446 Franken für 344 Einwohner.

4. KOMMENTAR ZUR FUSIONSVEREINBARUNG

Die Vereinbarung über den Zusammenschluss (Kopie in der Beilage) wurde gemäss Artikel 10 Abs. 1 Bst. m des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden den Gemeindeversammlungen zur Annahme unterbreitet. Sie wurde am 23. September 2003 von den Gemeindeversammlungen Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin und Montet (Broye) angenommen.

5. KOMMENTAR ZUM DEKRETSENTWURF

Artikel 1 des Dekretsentwurfs legt das Datum fest, an dem die Fusion der vier Gemeinden wirksam wird.

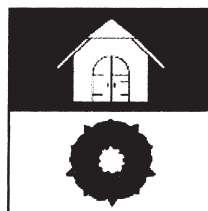
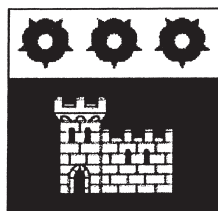
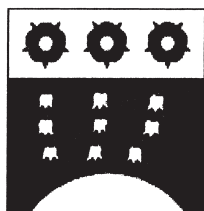
Artikel 2 nennt den Namen der neuen Gemeinde.

Artikel 3 hält wesentliche Elemente der Fusionsvereinbarung fest. Dazu gehören die Gemeindegrenzen, das Ortsbürgerrecht und die Bilanz jeder Gemeinde.

Artikel 4 legt den Betrag der Finanzhilfe an den Zusammenschluss und die Auszahlungsmodalitäten fest.

Beilage: Vereinbarung über den Zusammenschluss (siehe französischen Text)

FUSION DES COMMUNES DE
AUMONT – FRASSES
GRANGES-DE-VESIN - MONTET



LA COMMUNE DE AUMONT, représentée par sa syndique, Mme Annelise Volery et son secrétaire, M. Marcel Brülhart,

LA COMMUNE DE FRASSES, représentée par son syndic, M. Fabrice Maendly et son secrétaire, M. Daniel Fasel,

LA COMMUNE DE GRANGES-DE-VESIN, représentée par sa syndique, Mme Jacqueline Baudin et sa secrétaire, Mme Ruth Bangerter,

LA COMMUNE DE MONTET, représentée par son vice-syndic, M. Marcel Waeber et sa secrétaire, Mme Véronique Losey,

PASSENT LA PRÉSENTE

CONVENTION DE FUSION

Article 1 Les territoires de Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet, sont réunis et ne forment plus qu'une seule commune dès le 1^{er} janvier 2004.

Article 2 Le nom de la nouvelle commune est : Les Montets.
Les noms de Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet cessent d'être ceux d'une commune pour devenir les noms de villages de la nouvelle commune.

Article 3 Les armoiries de la nouvelle commune sont définies comme suit :
" D'AZUR A LA FASCE ONDEE D'ARGENT, ACOSTEE DE QUATRE DOUBLES ROSES D'OR ", POSEES DEUX EN CHEF ET DEUX EN POINTE.

Article 4 Les bourgeois des communes de Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet, deviennent bourgeois de la nouvelle commune.

Article 5 Au 1^{er} janvier 2004, tous les actifs et passifs des communes de Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet, sont repris par la nouvelle commune.

Article 6 A partir du 1^{er} janvier 2004, les coefficients d'impôt de la nouvelle commune sont les suivants :

- Revenu et fortune des pers. Physiques	90 % de l'impôt cantonal de base
- Bénéfice et capital des pers. Morales	90 % de l'impôt cantonal de base
- Contribution immobilière	2 ‰ de la valeur fiscale
- Droit de succession et donation entre vifs	Fr. 1.-- par franc dû à l'Etat
- Droit de mutation pour les transferts immobiliers	Fr. 1.-- par franc dû à l'Etat
- Immeubles des sociétés, associations et fondations	Fr. 0.-- par franc dû à l'Etat

Article 7 A partir du 1^{er} janvier 2004, le Conseil communal de la nouvelle commune sera formé de **9** membres, selon la répartition consensuelle suivante :

Aumont	:	3	membres
Frasse	:	2	membres
Granges-de-Vesin	:	2	membres
Montet	:	2	membres

Pour la désignation des conseillers, on se référera à l'article 135 de la loi sur les communes (LCo).

Article 8 ¹ Lors des élections de 2006, chacune des anciennes communes formera un cercle électoral.

² Le Conseil communal de la nouvelle commune est composé de 7 conseillers communaux (en vertu de l'article 54 alinéa 4 de la loi du 27 septembre 1999 modifiant la loi sur les communes).

³ Les cercles électoraux éliront les 7 conseillers communaux comme suit (selon population actuelle) :

Aumont	: 3	membres
Frasses	: 1	membre
Granges-de-Vesin	: 1	membre
Montet	: 2	membres

Article 9 En cas d'élections complémentaires durant les périodes législatives 2001-2006 et 2006-2011, le cercle électoral ayant perdu un conseiller communal sera reconstitué.

Article 10 Ce régime transitoire prendra fin avec le renouvellement intégral des autorités communales de 2011.

Article 11 ¹ L'administration de la nouvelle commune sera assurée par l'administration permanente sise à Montet.

² Les documents et archives des quatre communes seront réunis, après inventaire, pour former les archives de la nouvelle commune.

Article 12 ¹ Dans un délai de quatre mois après la fusion, la nouvelle commune reconstituera les commissions instituées, à savoir :

- la commission financière,
- la commission d'aménagement.

² Le principe d'une répartition équitable des sièges à des représentants des quatre anciennes communes doit être garantie, au prorata de la population jusqu'en 2011.

Article 13 ¹ Dans un délai de quatre mois après la fusion, les comptes 2003 des quatre anciennes communes seront soumis à l'Assemblée communale de la nouvelle commune, après examen séparé par l'ancienne commission financière de chaque commune.

² Dans le même délai, l'Assemblée communale de la nouvelle commune décidera du budget 2004, sur préavis des quatre commissions financières réunies.

- Article 14** ¹ Les préposés à l'agriculture, actuellement en place dans les communes de Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet, sont maintenus dans leur fonction jusqu'au 31 décembre 2004.
- ² Au 1^{er} janvier 2005, un seul préposé à l'agriculture et un suppléant seront nommés pour la nouvelle commune par la Direction des institutions de l'agriculture et des forêts.
- Article 15** Lorsqu'un parchet communal devient libre, son attribution se fera, en principe et en cas d'intérêt, à un agriculteur domicilié sur le territoire de l'ancienne commune à laquelle le parchet appartenait.
- Article 16** La nouvelle commune reprend toutes les conventions existantes dans chacune des quatre communes qui fusionnent.
- Article 17** ¹ Tous les règlements communaux seront unifiés dans un délai de deux ans, selon les dispositions de l'article 141 LCo. Les anciens règlements restent en vigueur jusqu'à leur unification.
- ² Lorsqu'une commune ne dispose pas d'un règlement approuvé, c'est le règlement le plus récent des trois autres communes qui lui est applicable.
- Article 18** ¹ Sur le plan de l'école enfantine et primaire, les quatre anciennes communes formeront un seul cercle scolaire avec les communes de Cugy, Nuvilly et Vesin selon les délais convenus avec le Service de l'enseignement obligatoire de langue française, sous réserve de la conclusion d'une convention à passer entre toutes les communes concernées.
- ² Sur le plan du cycle d'orientation, la nouvelle commune reprend les droits et les obligations des anciennes communes.
- Article 19** Il est pris acte que l'Etat de Fribourg versera au titre de subside d'encouragement à la fusion le montant de Fr. 507'660.--

Ainsi approuvé par l'assemblée communale de Aumont, le 23 septembre 2003 par

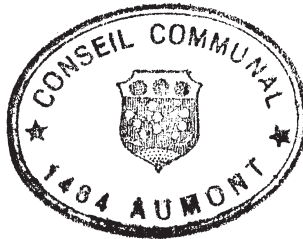
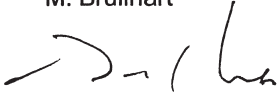
18 oui

2 non

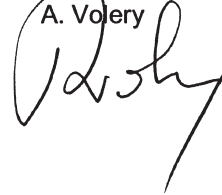
3 blanc

0 nul.

Le secrétaire :
M. Brüllhart



La Syndique :
A. Volery



Ainsi approuvé par l'assemblée communale de Frasses, le 23 septembre 2003 par

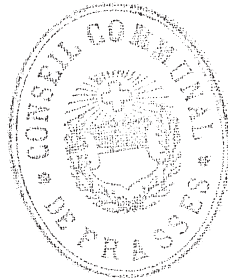
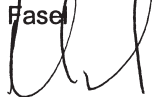
29 oui

5 non

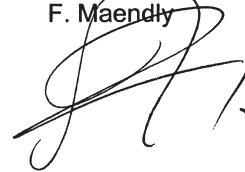
0 blanc

0 nul.

Le secrétaire :
D. Fasel



Le Syndic :
F. Maendly



Ainsi approuvé par l'assemblée communale de Granges-de-Vesin,
le 23 septembre 2003 par

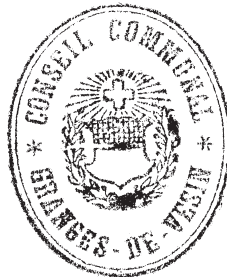
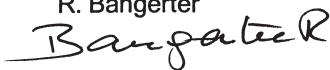
43 oui

0 non

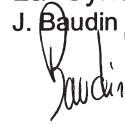
0 blanc

0 nul.

La secrétaire :
R. Bangert



La Syndique :
J. Baudin



Ainsi approuvé par l'assemblée communale de Montet, le 23 septembre 2003 par

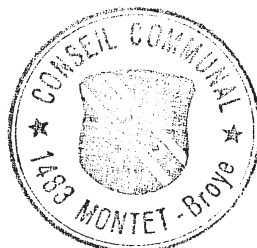
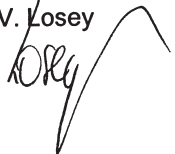
49 oui

0 non

0 blanc

0 nul.

La secrétaire :
V. Losey



Le Vice-Syndic :
M. Waeber



Décret

du

**relatif à la fusion des communes d'Aumont, Frasses,
Granges-de-Vesin et Montet (Broye)**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les décisions des assemblées communales d'Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet (Broye);

Vu les articles 1, 10 al. 1 let. m et 133 de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes;

Vu le décret du 11 novembre 1999 relatif à l'encouragement aux fusions de communes;

Vu le message du Conseil d'Etat du 21 octobre 2003;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

Les décisions des communes d'Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet (Broye) de fusionner avec effet au 1^{er} janvier 2004 sont entérinées.

Art. 2

La commune nouvellement constituée porte le nom Les Montets.

Art. 3

¹ En conséquence, à partir du 1^{er} janvier 2004:

Dekret

vom

**über den Zusammenschluss der Gemeinden
Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin und Montet (Broye)**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Beschlüsse der Gemeindeversammlungen von Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin und Montet (Broye);

gestützt auf die Artikel 1, 10 Abs. 1 Bst. m und 133 des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden;

gestützt auf das Dekret vom 11. November 1999 über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 21. Oktober 2003;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Die Beschlüsse der Gemeinden Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin und Montet (Broye), sich mit Wirkung auf den 1. Januar 2004 zusammenzuschliessen, werden genehmigt.

Art. 2

Die neue Gemeinde trägt den Namen Les Montets.

Art. 3

¹ Infolgedessen gilt ab dem 1. Januar 2004 Folgendes:

- a) les territoires des communes d'Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet (Broye) sont réunis en un seul territoire, celui de la nouvelle commune des Montets. Les noms d'Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet (Broye) cessent d'être des noms de communes pour devenir des noms de villages sis sur le territoire de la nouvelle commune;
- b) les bourgeois d'Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet (Broye) cessent d'être bourgeois de ces communes pour devenir bourgeois de la nouvelle commune des Montets;
- c) l'actif et le passif des communes d'Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet (Broye) sont réunis pour constituer le bilan de la nouvelle commune des Montets.

² Pour le reste, les dispositions de la convention entérinée le 23 septembre 2003 par les communes d'Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin et Montet (Broye) sont applicables.

Art. 4

¹ L'Etat verse à la nouvelle commune des Montets un montant de 507 660 francs au titre d'aide financière à la fusion.

² Cette aide financière est versée à partir du 1^{er} janvier 2005, dans les limites des moyens du fonds.

Art. 5

Ce décret est soumis au référendum législatif.

- a) Die Gemeindegebiete von Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin und Montet (Broye) werden zu einem einzigen Gemeindegebiet vereinigt, demjenigen der neuen Gemeinde Les Montets. Die Namen Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin und Montet (Broye) sind von diesem Zeitpunkt an keine Gemein-denamen mehr; sie werden zu Namen von Dörfern auf dem Gemeindege-biet der neuen Gemeinde.
- b) Die Ortsbürger von Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin und Montet (Broye) werden Ortsbürger der neuen Gemeinde Les Montets.
- c) Die Aktiven und Passiven der Gemeinden Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin und Montet (Broye) werden vereinigt und bilden die Bilanz der neuen Gemeinde Les Montets.

² Im Übrigen gelten die Bestimmungen der Vereinbarung, die von den Ge-meinden Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin und Montet (Broye) am 23. Sep-tember 2003 genehmigt wurde.

Art. 4

¹ Der Staat zahlt der neuen Gemeinde Les Montets als Finanzhilfe an den Zu-sammenschluss einen Beitrag in der Höhe von 507 660 Franken.

² Die Finanzhilfe wird ab dem 1. Januar 2005 im Rahmen der verfügbaren Fondsmittel ausgerichtet.

Art. 5

Dieses Dekret untersteht dem Gesetzesreferendum.